

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

23 NOVEMBRE 1990

PROJET DE LOI

**fixant pour l'année 1991
le contingent de l'armée**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA DEFENSE NATIONALE (1)

PAR
M. DE RAET

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au
cours de sa réunion du 19 novembre 1990.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Poswick.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Cauwenberghs, Desut-
ter, Uyttendaele, Van
Hecke, Van Wambeke.
P.S. MM. Biefnot, Denison, De
Raet, Janssens, Santkin.
S.P. M. Chevalier, Mme Lefeb-
er, M. Timmermans.
P.V.V. MM. Devolder, Vermeiren,
Vreven.
P.R.L. MM. De Decker, Poswick.
P.S.C. MM. Beaufays, Laurent.
V.U. MM. Candries, Vanhoren-
beek.
Ecolo/ M. Van Dienderen.
Agalev

B. — Suppléants :

MM. Bourgeois, Moors, Sarens, Ste-
verlynck, Vandebosch, Van Rom-
paey.
MM. Féaux, Harmegnies (M.),
Mayer, Mme Onkelinx, MM. Tas-
set, Vancrombruggen.
MM. Gesquière, Peuskens, Van
Steenkiste, Verheyden.
MM. De Croo, Mahieu, Vander-
meulen, Van houtte.
MM. Draps, Neven, Pivin.
MM. Detremmerie, Gehlen, Lebrun.
MM. Anciaux, Coveliers, Van
Vaerenbergh.
MM. Cuyvers, Simons.

Voir :

- 1354 - 90 / 91 :

— N° 1 : Projet de loi.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

23 NOVEMBER 1990

WETSONTWERP

**tot vaststelling van de
legersterkte voor het jaar 1991**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER DE RAET

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft het wetsontwerp besproken
ter vergadering van 19 november 1990.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Poswick.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Cauwenberghs, Desut-
ter, Uyttendaele, Van
Hecke, Van Wambeke.
P.S. HH. Biefnot, Denison, De
Raet, Janssens, Santkin.
S.P. H. Chevalier, Mevr. Lefeb-
er, H. Timmermans.
P.V.V. HH. Devolder, Vermeiren,
Vreven.
P.R.L. HH. De Decker, Poswick.
P.S.C. HH. Beaufays, Laurent.
V.U. HH. Candries, Vanhoren-
beek.
Ecolo/ H. Van Dienderen.
Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bourgeois, Moors, Sarens, Ste-
verlynck, Vandebosch, Van Rom-
paey.
HH. Féaux, Harmegnies (M.),
Mayer, Mevr. Onkelinx, HH. Tas-
set, Vancrombruggen.
HH. Gesquière, Peuskens, Van
Steenkiste, Verheyden.
HH. De Croo, Mahieu, Vander-
meulen, Van houtte.
HH. Draps, Neven, Pivin.
HH. Detremmerie, Gehlen, Lebrun.
HH. Anciaux, Coveliers, Van
Vaerenbergh.
HH. Cuyvers, Simons.

Zie :

- 1354 - 90 / 91 :

— N° 1 : Wetsontwerp.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

La loi annuelle fixant le contingent de l'armée est une loi formelle, sans conséquence budgétaire.

En effet, en exécution de l'article 119 de la Constitution, le nombre maximum de militaires pouvant se trouver simultanément sous les armes doit être voté annuellement.

Il y a lieu de souligner que le plan de restructuration des Forces armées, conséquence logique des bouleversements politiques intervenus depuis un an en Europe centrale et orientale, n'aura aucune incidence sur le projet en discussion.

Le contingent de l'armée atteindra, en effet, son effectif maximum au cours du mois de janvier 1991, contrairement aux années antérieures, où par tradition le contingent maximum se situait au mois de septembre, époque des manoeuvres.

Etant donné qu'en 1991, aucun rappel ordinaire avec troupe n'est prévu, on constate dès lors un glissement du mois de septembre vers un autre mois de l'année.

Au mois de janvier, le contingent sera de 93 866 militaires. Ce contingent comprend les militaires appointés (y compris les militaires en service à la Gendarmerie), les miliciens et les rappelés.

Il est moins élevé qu'en 1990, où il a atteint 99 093 unités. Cette diminution est due principalement au fait qu'aucun rappel ordinaire avec troupe n'est prévu l'an prochain et, d'autre part, au déficit constant en officiers et sous-officiers.

Le contingent maximum qui est atteint au mois de janvier 1991 est donc bien la conséquence de l'évolution de la situation telle que nous la vivons aujourd'hui.

*
* *

À l'occasion de ce débat, le *Ministre* tient à souligner l'importance historique de l'accord qui a été conclu à Vienne, dans le cadre des discussions CFE, et qui a ensuite été signé à Paris par 22 Chefs d'Etat. Les deux parties en présence se sont entendues pour limiter certains types d'équipement à des plafonds maximums :

- 20 000 pièces d'artillerie;
- 20 000 tanks;
- 30 000 véhicules blindés de combat d'infanterie (AIFV);
- 2 000 hélicoptères;
- 6 800 avions de combat.

En outre, à la suite de l'unification de l'Allemagne, la Hongrie a rejoint la zone centre pour le décompte régional.

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

De jaarlijkse wet die de legersterkte vaststelt is een formele wet zonder budgettaire gevolgen.

Inderdaad in uitvoering van artikel 119 van de Grondwet, moet het maximum aantal militairen dat zich op gelijk welk ogenblik onder de wapens mag bevinden jaarlijks gestemd worden.

De aandacht zij erop gewezen dat het herstructureringsplan van de Strijdkrachten — logisch gevolg van de politieke omwentelingen van het laatste jaar in Oost- en Centraal Europa — geen enkele invloed zal hebben op het voorliggend wetsontwerp.

Het legercontingent zal inderdaad zijn maximale effectieven bereiken in de loop van de maand januari 1991, dit in tegenstelling tot de voorgaande jaren waar traditioneel de maximale legersterkte zich situeerde in de maand september, periode van de manoeuvres.

Vermits in 1991 geen enkele gewone wederoproepping met troepen is voorzien, stelt men een verschuiving vast van de maand september naar een andere maand.

In januari zal de legersterkte 93 866 militairen bedragen. Dit contingent omvat de weddetrekkende militairen (inbegrepen de militairen in dienst bij de Rijkswacht), de dienstplichtigen en de wederopgeroepen.

Het is kleiner dan in 1990 waar het 99 093 eenheden bedroeg. Zulks is voornamelijk te verklaren enerzijds door het feit dat volgend jaar geen enkele gewone wederoproepping met troep gepland is en anderzijds wegens het blijvend tekort aan officieren en onderofficieren.

Het maximum contingent dat in januari bereikt wordt is dus wel degelijk het gevolg van de evolutie van de huidige toestand.

*
* *

Naar aanleiding van deze bespreking wenst de *Minister* het historisch belang te onderlijnen van het akkoord dat gesloten werd in Wenen in het kader van de CFE-discussies, en, inmiddels werd ondertekend te Parijs door 22 staatshoofden. De twee betrokken partijen zijn overeengekomen bepaalde uitrustingen te beperken tot een maximum van :

- 20 000 artilleriestukken;
- 20 000 tanks;
- 30 000 gepantserde infanterie-gevechtsvoertuigen (AIFV);
- 2 000 helikopters;
- 6 800 gevechtsvliegtuigen.

Tengevolge van de eenmaking van Duitsland maakt ten andere Hongarije nu deel uit van de centrale zone voor het berekenen van de regionale limieten voor de uitrustingen.

En ce qui concerne la Belgique, cela entraînera la destruction de 25 tanks M 41 (mais d'aucun char Léopard) et de 56 mortiers lourds, mais cela n'aura aucun impact en ce qui concerne les AIFV, l'artillerie de campagne et les hélicoptères.

La signature du traité CFE 1 est sans conteste un pas politique important, qui va vers un équilibre plus raisonnable des forces en présence.

Toutefois, il ne faudrait pas s'attendre dans l'immédiat à des réductions budgétaires majeures. Néanmoins, il est nécessaire de poursuivre le processus et d'oeuvrer en vue de la conclusion d'un traité CFE 2. De plus, la Belgique doit insister pour que les négociations sur le désarmement nucléaire entre les USA et l'URSS se poursuivent et débouchent sur des accords au niveau des missiles et de l'artillerie.

De la réunion des 34 pays de la CSCE, on peut s'attendre, d'une part, à ce que les séquelles de la seconde guerre mondiale soient définitivement oubliées et, d'autre part, à ce qu'une charte soit signée par les pays membres. Dans ce contexte, une idée lancée par la Belgique, il y a un peu plus d'un an, à savoir la création d'un Centre de prévention des conflits, va être reprise.

En ce qui concerne le plan de restructuration des Forces armées, il est la conséquence des constatations faites ces derniers mois :

- détente Est-Ouest;
- Pacte de Varsovie en déliquescence;
- incapacité de mener une attaque conventionnelle massive.

Néanmoins, la vigilance s'impose en raison de la situation interne en Union soviétique, qui reste préoccupante de l'évolution d'un monde bipolaire vers un monde multipolaire et l'instabilité de la frontière sud du fait de la présence d'armes chimiques et nucléaires.

Cette évolution fondamentale a pour conséquence directe que le concept de la défense de l'avant n'est plus valable aujourd'hui et, corollairement, cela souligne l'importance des mesures de contrôle qui vont devoir être mises en oeuvre.

Dès lors, le cadre de l'OTAN n'est plus le seul cadre de référence et ceux de l'UEO et de l'ONU vont prendre une importance plus grande.

Dans ce contexte général, le Ministre est disposé à fournir au Parlement des précisions concernant le plan de restructuration des Forces armées, conséquence logique des événements politiques qui se sont déroulés en Europe depuis un an.

En ce qui concerne la situation dans le Golfe, il est à noter que le renfort supplémentaire de 100 000 soldats US implique le départ de 80 000 militaires US stationnés en Europe. Les experts estiment qu'un conflit est peu probable dans les deux mois à venir.

Après avoir accompli sa mission initiale, à savoir l'escorte de bâtiments britanniques, la frégate belge

Voor België zal dit de vernietiging tot gevolg hebben van 25 tanks M 41, (maar van geen enkele Leopard-tank) en van 56 zware mortieren. Het akkoord zal echter geen enkel gevolg hebben voor de AIFV, de helicopters of de artilleriestukken.

De ondertekening van het CFE-1 verdrag is zonder twijfel een belangrijke politieke stap, die in de richting gaat van een billijker evenwicht van de krachten.

Nochtans moet men zich in een onmiddellijke toekomst niet aan grote budgettaire veranderingen verwachten. Niettemin is het noodzakelijk dat het proces wordt verdergezet en dat geijverd wordt voor de totstandkomingen van een CFE-2 verdrag. België moet bovendien blijven aandringen opdat de onderhandelingen over de nucleaire ontwapening tussen de USA en de USSR zouden verdergezet worden en zouden resulteren in akkoorden over de raketten en de artillerie.

Van de vergadering van de 34 landen van de CSCE mag men enerzijds verwachten dat de naweeën van de tweede Wereldoorlog eindelijk vergeten zouden worden en anderzijds dat een charter zou ondertekend worden door de ledenstaten. In deze context zal een idee, door België gelanceerd een goed jaar geleden, terug opgenomen worden, namelijk de oprichting van een Centrum ter Voorkoming van Conflicten.

Het herstructureringsplan van de Strijdkrachten is het gevolg van de vaststellingen van de laatste maanden :

- de Oost-West ontspanning;
- de vervaging van het Warschaupakt;
- de onmogelijkheid om een massale conventionele aanval te ontketen.

Niettemin is waakzaamheid geboden omwille van de interne toestand van de Sovjetunie die zorgen blijft baren en van de onstandvastigheid van de zuidgrens, als gevolg van de aanwezigheid van chemische en nucleaire wapens.

Deze fundamentele evolutie heeft tot onmiddellijk gevolg, dat het concept van de voorwaartse verdediging nu niet meer geldig is. Het belang van de controlemaatregelen die eerstdaags in werking zullen gesteld worden, wordt hierdoor nog evidentier.

Derhalve is het zo dat het kader van de NAVO niet meer het enige referentiekader is, maar dat dit van de WEU en van de UNO een grotere plaats gaat innemen.

In dit algemeen kader is de Minister bereid het Parlement toelichting te verschaffen omtrent het herstructureringsplan van de Strijdkrachten als logisch gevolg van de politieke gebeurtenissen die in Europa het laatste jaar hebben plaatsgevonden.

Wat betreft de situatie in de Golf zij erop gewezen dat de aanvullende versterkingen van 100 000 US-soldaten het vertrek van 80 000 in Europa gestationeerde US-militairen, tot gevolg heeft. De experts achten een conflict in de twee komende maanden weinig waarschijnlijk.

Na zijn eerste opdracht, met name de escorte van Britse schepen, is het Belgisch fregat momenteel in-

est à présent affectée à la surveillance de l'embargo dans la région de Bab El Mandeb.

La relève des marins est prévue pour les derniers jours de décembre, de sorte que les équipages auront l'occasion de passer une des deux fêtes de fin d'année en famille. C'est un engagement que le Ministre avait pris de longue date et qui sera respecté.

II. — DISCUSSION GENERALE

Au sujet de la situation dans le Golfe, le premier intervenant s'interroge sur le moral des équipages des différents navires envoyés dans la région, certaines rumeurs faisant état d'un malaise grandissant à bord. Existe-t-il encore des possibilités de contacts téléphoniques entre ces militaires et leur foyer familial ?

Se référant à son intervention au cours de la discussion de la section 16 - Défense nationale du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1991 (Doc. Chambre n° 1293/5), le membre rappelle que ses remarques au sujet de l'opération « Chameau de Nuit » avaient suscité bien des commentaires au sein de la Commission.

Entretiens, il appert que le déclenchement d'un conflit armé dans le Golfe ne relève plus du domaine de l'improbable. Il semblait donc légitime de s'interroger, il y a quelques semaines, sur la portée de cette opération américaine. Notre Gouvernement a-t-il connaissance d'un tel plan d'attaque et dans l'affirmative, y serait-il associé concrètement ?

Pour ce qui concerne plus spécifiquement le contingent, l'orateur est également d'avis qu'il faut prendre en compte l'évolution favorable des rapports Est-Ouest, ainsi que l'approche qu'a l'Etat-Major général de cette problématique. Il relève toutefois que plusieurs membres de la majorité ont fait des déclarations parfois contradictoires à propos du service militaire, tant pour ce qui est de sa durée que de son éventuelle suppression.

Quoi qu'il en soit, l'intervenant ne peut se défaire de l'impression que l'on cherche à reporter continuellement la solution définitive de ce problème comme pour d'autres, en se réfugiant derrière la situation internationale actuelle ou derrière de nouveaux accords de désarmement à venir. On veut visiblement éviter d'engager la véritable discussion sur le fond.

Certains pays n'adoptent pas une telle attitude et ont d'ailleurs commencé à restructurer leurs Forces armées et à envisager une plus large coordination internationale. Au sein de l'Alliance, il faudrait que la Belgique étudie avec les autres petits pays membres les possibilités d'entreprendre une telle restructuration et de réaliser des économies en matière de défense.

Au lieu de s'interroger perpétuellement sur les modalités de la limitation de la durée du service militaire, il faut aller à l'essentiel et se décider quant

gezet voor het toezicht op het embargo in de streek van de straat van Bab El Mandeb.

De aflossing van de matrozen is gepland tijdens de laatste dagen van december zodanig dat de bemanningen de gelegenheid zullen hebben één van de twee eindejaarsfeesten in familiekring door te brengen. Dit is een verbintenis die de Minister reeds lang had aangegaan en die hij zal nakomen.

II. — ALGEMENE BESPREKING

Naar aanleiding van de toestand in de Golf heeft de eerste spreker vragen over het moreel van de bemanning van de verschillende vaartuigen die naar dat gebied werden gestuurd; volgens sommige geruchten zou de malaise aan boord toenemen. Is telefonisch contact tussen die militairen en hun gezin nog mogelijk ?

Het lid verwijst naar zijn betoog tijdens de bespreking van Sectie 16 — Landsverdediging — in de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1991 (stuk Kamer n° 1293/5); hij herinnert eraan dat zijn opmerkingen over de operatie « Night Camel » in de Commissie aanleiding hebben gegeven tot tal van commentaren.

Intussen wordt het duidelijk dat de uitbarsting van een gewapend conflict in de Golf niet onwaarschijnlijk meer is. Het leek dus wel verantwoord om zich een paar weken geleden over de draagwijdte van die Amerikaanse operatie zorgen te maken. Heeft onze Regering kennis van een dergelijk aanvalsplan en zo ja, wordt zij daarbij concreet betrokken ?

Wat meer in het bijzonder de legersterkte betreft, is spreker eveneens van oordeel dat de gunstige ontwikkeling in de Oost-West-verhoudingen en de benadering van dat probleem door de Generale Staf evengoed in aanmerking zullen moeten worden genomen. Hij merkt echter op dat verschillende leden van de meerderheid soms tegenstrijdige verklaringen hebben afgelegd over de legerdienst, zowel over de vermindering als over een mogelijke afschaffing.

Spreker kan zich in elk geval niet van de indruk ontdoen dat een definitieve oplossing van dit en ook andere problemen alsmaar wordt uitgesteld; men roept daarvoor de huidige internationale toestand in, of nieuwe ontwapeningsakkoorden die zullen worden ondertekend. De echte bespreking van de grond van de zaak wordt duidelijk uit de weg gegaan.

Sommige landen nemen een dergelijke houding niet aan; ze zijn overigens begonnen met de herstructurering van hun strijdkrachten en overwegen een ruimere internationale samenwerking. België moet binnen het bondgenootschap, samen met de overige kleine lidstaten, de mogelijkheden onderzoeken om een dergelijke herstructurering uit te voeren en op landsverdediging te bezuinigen.

In plaats van zich te blijven afvragen hoe de legerdienst verminderd kan worden, moet de zaak grondig worden aangepakt en moet beslist worden of de oprich-

à l'opportunité de créer une armée de métier. Le groupe auquel appartient l'orateur s'est prononcé très clairement en faveur d'une armée composée uniquement de militaires de carrière et souhaite lancer la discussion à ce propos avec tous les intéressés.

Pour marquer encore davantage cette préoccupation, l'intervenant annonce qu'au moment du vote, il dérogera au principe de l'unanimité qui entoure généralement la discussion du contingent, en s'abstenant.

L'orateur suivant estime intéressant de replacer la discussion du contingent dans le cadre de l'évolution internationale. C'est d'ailleurs une des premières fois que l'on situe cette discussion dans une telle perspective.

L'intervenant se réfère au sommet de Paris de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), où sera signé aujourd'hui même l'accord CFE (accord sur les forces armées conventionnelles en Europe).

Les retraits de troupes toucheront essentiellement l'URSS et les Etats-Unis, qui, aux termes de l'accord, devraient encore garder quelque 195 000 hommes sur le continent européen. Il apparaît cependant que 70 000, voire 80 000 de ces soldats américains seront envoyés dans la région du Golfe, ce qui réduirait pratiquement de moitié la présence US en Europe. Cela préfigure sans doute un retour de ces troupes aux Etats-Unis.

Notre pays est davantage concerné par les réductions en matériel. Cette réduction permettra cependant davantage de mettre de côté un matériel quelque peu désuet que d'entamer véritablement notre « puissance de feu ».

Il faut d'autre part se rendre compte que la situation géopolitique s'est sensiblement modifiée en Europe au cours de ces dernières années. Il y a eu, au cours de l'été dernier, la rencontre Kohl-Gorbatchov qui a permis la conclusion d'un accord visant à retirer d'ici la fin 1994 toutes les troupes soviétiques du territoire de ce qui était encore à l'époque l'Allemagne de l'Est. Il s'agissait là d'une étape essentielle dans le processus d'unification des deux Allemagnes. Par la même occasion, l'armée allemande se voyait limitée à un effectif de 370 000 hommes.

Dans le même ordre d'idées, il convient aussi d'évoquer la quasi dislocation du Pacte de Varsovie, les retraits des troupes soviétiques négociés avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie et enfin la réunification définitive de l'Allemagne.

Il est, à ce propos, intéressant de constater que, dans quelques années, il n'y aura plus de troupes — à l'exception peut-être de quelques garnisons de frontière — sur le territoire de l'ex-Allemagne de l'Est. Cela aura-t-il dès lors encore un sens, pour notre pays comme pour d'autres, de placer des forces armées en face d'une zone qui est pour ainsi dire démilitarisée ?

ting van een beroepsleger aangewezen is. De fractie waarvan spreker deel uitmaakt, heeft zich heel duidelijk uitgesproken ten gunste van een leger dat alleen uit beroepsmilitairen bestaat. Zijn fractie wenst in dat verband met alle geïnteresseerden de discussie aan te gaan.

Om die bezorgdheid nog sterker tot uiting te brengen stelt spreker dat hij bij de stemming zal afwijken van het eenparigheidsbeginsel dat bij de bespreking van de legersterkte gewoonlijk de regel is en zich zal onthouden.

De volgende spreker acht het interessant de discussie rond de legersterkte in het licht van de internationale ontwikkelingen te laten verlopen. Het is trouwens min of meer voor het eerst dat die kwestie in een dergelijk perspectief wordt geplaatst.

Het belang daarvan blijkt nu tijdens de Parijse top over de Konferentie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (KVSE), waar vandaag het CFE-akkoord (akkoord over de conventionele strijdkrachten in Europa) wordt ondertekend.

De terugtrekking van troepen zal vooral de Sovjet-unie en de VS aanbelangen. Volgens het akkoord zouden de VS nog ongeveer 195 000 manschappen op het Europese continent behouden. Wel zullen 70 tot 80 000 van die Amerikaanse soldaten naar het Golfgebied worden gestuurd, waardoor de Amerikaanse aanwezigheid in Europa eigenlijk bijna tot op de helft wordt gereduceerd. Dat doet vermoeden dat die troepen uiteindelijk naar de Verenigde Staten zullen terugkeren.

Voor ons land zal vooral de inkrimping van het materieel van belang zijn. De opgelegde vermindering zal ons evenwel eerder in staat stellen het enigszins verouderde materieel uit de omloop te nemen dan werkelijk aan « vuurkracht » in te boeten.

Voorts moet ook rekening worden gehouden met de politieke situatie op wereldvlak, die wat Europa betreft de jongste jaren ingrijpende wijzigingen heeft ondergaan. Vorige zomer was er de ontmoeting Kohl-Gorbachov, die uitmondde in de afspraak om tegen eind 1994 alle Sovjetrussische troepen van het grondgebied van de toenmalige DDR terug te trekken. Meteen was een essentiële stap gezet in het herenigingsproces van de beide Duitslanden. Bij diezelfde gelegenheid werd de Duitse legersterkte beperkt tot 370 000 manschappen.

Tegen die achtergrond moeten ook het Warschaupact, dat bijna is ontbonden, de met Hongarije en Tchechoslowakije gesloten overeenkomst om ook daar de Sovjettroepen terug te trekken en tot slot ook de uiteindelijke hereniging van Duitsland worden gezien.

Een interessante vaststelling in dat verband is het feit dat er over enkele jaren geen soldaten meer op het grondgebied van de voormalige DDR zullen zijn gestationeerd, met uitzondering misschien van enkele grensgarnizoenen. Heeft het dan zowel voor ons land als voor andere landen nog zin om specifiek strijdkrachten op te stellen tegenover een nagenoeg gedomilitariseerde zone ?

Il est également clair que la présence de troupes étrangères sur le territoire allemand n'enchantait guère la population locale. Les nouvelles données de la réunification risquent d'exacerber encore quelque peu ces sentiments, alors que depuis le 3 octobre dernier, l'Allemagne a retrouvé la pleine souveraineté sur l'ensemble de son territoire.

Les troupes étrangères qui s'y trouvent encore actuellement ne peuvent donc plus être considérées comme des troupes d'occupation mais sont pratiquement présentes « sur invitation » du Gouvernement allemand. Il convient donc de réexaminer la question de la présence des Forces belges en Allemagne.

Dans cette même logique, il faut aussi, à l'instar de ce que fit le Chef d'Etat-Major général lors de la séance académique d'ouverture de l'IRSD, s'interroger sur la nature de la menace actuelle et sur l'identité de l'agresseur potentiel. L'intervenant déclare cependant ne pas partager l'opinion du lieutenant général Charlier selon laquelle l'Union Soviétique possède encore suffisamment de chars que pour déclencher une attaque massive. Il faut d'ailleurs rappeler à ce propos que d'ici 1994, les troupes soviétiques devront se retirer au-delà de leur frontière avec la Pologne. Dans ces conditions, la mise en oeuvre des 20 000 chars soviétiques laisserait un temps de réaction et une marge de manœuvre réellement suffisants.

De même, l'orateur s'interroge sur l'affirmation selon laquelle le Moyen-Orient constituerait une menace réelle et aurait des répercussions sur l'avenir de notre politique de défense, sauf si nous dérogeons au principe de ne pas intervenir « out of area », ce qui ne semble pas devoir être le cas. Il est, en effet, peu probable que nous renoncions à cette politique, qui a fait ses preuves au sein de l'OTAN et qui nous interdit toute action en dehors du territoire de l'Alliance.

Le même membre doute également de l'opportunité de maintenir des armes pré-stratégiques en Europe. Les armes nucléaires sont-elles d'ailleurs encore nécessaires pour la protection de ce continent ? Cette problématique ne peut cependant pas recevoir de solution définitive dans le cadre de la présente discussion mais il faudra y revenir tôt ou tard.

Toujours en rapport avec la menace, l'intervenant évoque la probable diminution de nos avions de combat de 144 à 120. La décision est-elle déjà prise à ce propos et si oui, quand sortira-t-elle ses effets ? Ne faudrait-il pas saisir cette opportunité pour se débarrasser des Mirage et garder uniquement les F-16 ?

Est-il d'autre part encore indiqué, vu l'évolution actuelle du contexte international, de se procurer les 46 hélicoptères « Agusta » ? Y a-t-il eu concertation à ce propos au sein de l'OTAN ?

Le même membre entend ensuite évoquer l'armée belge de « demain », sans pour autant déjà vouloir envisager celle de l'an 2000. Il convient, en effet, de se prononcer sur l'effort que nous consentirons à fournir

Vanzelfsprekend is de plaatselijke bevolking niet bepaald gelukkig met de aanwezigheid van buitenlandse troepen op Duits grondgebied. De hereniging dreigt die gevoelens nog wat aan te scherpen, vooral nu Duitsland sinds 3 oktober laatstleden opnieuw de volledige soevereiniteit over zijn hele grondgebied bezit.

De buitenlandse troepen die zich nu nog op Duits grondgebied bevinden kunnen dan ook niet langer als bezettingstroepen worden beschouwd. Zij zijn er als het ware « op uitnodiging » van de Duitse regering. De aanwezigheid van Belgische strijdkrachten in Duitsland dient dan ook opnieuw te worden besproken.

Logischerwijze moet men zich dan ook net als de Chef van de Generale Staf tijdens de openingszitting van het KHID afvragen hoe de huidige dreiging eruit ziet en wie de mogelijke agressor is. Spreker is het evenwel niet eens met luitenant-generaal Charlier, wanneer die beweert dat de Sovjetunie nog over voldoende tanks beschikt om massaal te kunnen aanvallen. In dat verband moet worden herinnerd aan het feit dat de Sovjettroepen zich tegen 1994 tot over hun grenzen met Polen moeten terugtrekken. Ingeval de 20 000 Sovjetrussische tanks worden ingezet, blijft er nog voldoende tijd en speelruimte over om te reageren.

Ook heeft spreker vragen bij de bewering als zou van de toestand in het Midden-Oosten een reële dreiging uitgaan die een weerslag heeft op ons toekomstig defensiebeleid, behalve indien we zouden afstappen van het beginsel dat we niet « out of area » tussenkomen, wat niet het geval blijkt te zijn. Het is immers weinig waarschijnlijk dat we die beleidskeuze, die binnen de NAVO haar waarde heeft bewezen en die ons verbiedt buiten het grondgebied van het Bondgenootschap op te treden, opgeven.

Hetzelfde lid heeft zijn twijfels bij de raadzaamheid om zgn. pre-strategische wapens in Europa te behouden. Zijn kernwapens überhaupt nog noodzakelijk om het Europese continent te beschermen ? Dat probleem kan evenwel niet definitief zijn beslag krijgen binnen het raam van deze bespreking, maar vroeg of laat moet het opnieuw ter tafel worden gebracht.

Nog altijd in verband met de dreiging stipt spreker voorts aan dat ons aantal gevechtsvliegtuigen waarschijnlijk van 144 naar 120 zal worden teruggebracht. Is terzake al een besluit genomen en zo ja wanneer zal dat gevolgen hebben ? Moet die gelegenheid niet worden aangegrepen om de Mirages af te stoten en nog alleen de F-16's te behouden ?

Is het voorts, gelet op de ontwikkelingen in het internationale klimaat, nog aangewezen de « Agusta »-helikopters aan te kopen ? Is daarover binnen de NAVO overlegd ?

Hetzelfde lid staat vervolgens stil bij het Belgisch leger zoals dat er « in de toekomst » moet gaan uitzien, zonder evenwel verder dan het jaar 2000 vooruit te willen blikken. Er moet namelijk worden uitgemaakt

pour nous adapter à l'évolution de la nature de la menace. D'aucuns ont comparé cette armée de demain à un « service d'incendie », qui doit être prêt à intervenir dès qu'un foyer se déclare.

Cette formule suppose donc une armée plus réduite mais aussi beaucoup plus mobile et plus professionnelle. Le Chef d'Etat-Major général plaide quant à lui pour des forces armées internationales plus mobiles et plus flexibles du point de vue stratégique.

Le lieutenant général Charlier se déclare également favorable à une diminution du cadre active et à une valorisation du rôle de la réserve. Il envisage également un retrait massif de nos troupes d'Allemagne, une réduction de la durée du service militaire et la suppression de certaines unités.

A propos du retrait d'Allemagne, le lieutenant général Charlier a avancé, en juin dernier, un délai de huit ans, alors qu'il ne faudra aux Soviétiques que quatre années pour retirer plus de 300 000 hommes. Ce délai de huit ans est-il réaliste, alors qu'il s'agit du retour d'à peine 25 000 hommes ?

Le Chef d'Etat-Major de la Force terrestre a évoqué une période de cinq années pour retirer 80 % des nos Forces belges d'Allemagne (1992 à 1997). Faudra-t-il pour accueillir ces troupes construire de nouvelles casernes, à un moment où la détente est enfin devenue réalité ? Ne pourrait-on pour ce faire « rafraîchir » certaines installations existantes ? Quelle sera en tout état de cause le coût de ce retrait ? Le membre plaide néanmoins pour un retrait de nos troupes avant 1992.

Quoi qu'il en soit, la réduction du nombre de militaires annoncée précédemment devrait permettre de rencontrer le problème du casernement des troupes retirées d'Allemagne 50 000 hommes semble d'ailleurs constituer un nombre assez réaliste dans un avenir rapproché. L'armée de demain sera aussi plus mobile et mieux équipée.

L'équipement au moyen de système d'armes sophistiquées pose également le problème de l'instruction de nos futurs miliciens. La réduction de la durée de service ne permettra plus de les familiariser avec l'utilisation de ce type d'armes.

Certaines unités seront également appelées à intervenir dans un cadre multilatéral. Cela pose toutefois le problème de l'apprentissage des langues non seulement pour les officiers mais également pour les sous-officiers et la troupe.

Ces restructurations auront également des repercussions sur le nombre d'officiers. A ce propos, l'intervenant voudrait savoir quel est le nombre actuel d'officiers généraux et supérieurs ?

welke inspanning wij bereid zijn te leveren om onze strijdkrachten aan te passen aan de veranderende aard van de dreiging. Sommigen hebben dat toekomstige leger vergeleken met een « brandweerkorps » dat moet paraat staan om uit te rukken zodra ergens een brandhaard ontstaat.

Die formule onderstelt bijgevolg een kleiner, maar tegelijk veel mobieler en professioneler ingesteld leger. De Chef van de Generale Staf pleit zijnerzijds voor een internationale strijdmacht die mobieler en met een grotere strategische soepelheid kan optreden.

Ook luitenant-generaal Charlier is te vinden voor een terugdringing van het aantal manschappen in actieve dienst en voor een herwaardering van de rol van de reserve-eenheden. Voorts denkt hij aan een massale terugtrekking van onze troepen uit Duitsland, een verkorting van de dienstplicht en de ontbinding van bepaalde eenheden.

Voor de terugtrekking uit Duitsland heeft luitenant-generaal Charlier in juni jongstleden een termijn van acht jaar genoemd, terwijl de Sovjets maar vier jaar nodig hebben om meer dan 300 000 manschappen terug te trekken. Is die termijn van acht jaar niet veel te ruim genomen aangezien het om de terugtrekking van nauwelijks 25 000 manschappen gaat ?

De Chef van de Generale Staf van de Landmacht heeft voorgesteld om 80 % van onze Belgische strijdkrachten in Duitsland over een periode van vijf jaar terug te trekken (van 1992 tot 1997). Zullen nieuwe kazernes moeten worden gebouwd om die troepen in onder te brengen, uitgerekend op een ogenblik dat ontspanning niet langer een leeg begrip is ? Kunnen daarvoor geen bestaande voorzieningen worden « opgefrist » ? Wat moet die terugtrekking van onze troepen gaan kosten ? Het lid pleit niettemin voor een terugtrekking van onze troepen vóór 1992.

Hoe dat ook zij, met de al eerder aangekondigde vermindering van het aantal militairen moet het vraagstuk van de kazernering van de uit Duitsland teruggetrokken troepen kunnen worden opgelost. De terugtrekking van 50 000 manschappen blijkt binnen afzienbare tijd trouwens tot de mogelijkheden te kunnen behoren. Zo zal het toekomstige leger mobieler en beter uitgerust zijn.

De uitrusting met geperfectioneerde wapensystemen doet ook de vraag rijzen hoe onze toekomstige dienstplichtigen moeten worden opgeleid. Door de verkorting van de legerdienst kunnen ze zich niet meer vertrouwd maken met het gebruik van dat type van wapens.

Sommige eenheden moeten voorts in multilateraal verband kunnen optreden. Dat onderstelt evenwel dat alle manschappen, van officieren tot soldaten, vreemde talen aanleren.

De herstructureringen zullen ook een weerslag hebben op het aantal officieren. In dat verband wil spreker weten hoeveel opper- en hoge officieren het leger momenteel telt.

Il faut aussi s'interroger sur le coût d'une armée de métier par rapport à celui de l'armée actuelle. Cette armée de métier nécessitera une meilleure rémunération du personnel restant, même s'il ne faut pas perdre de vue que beaucoup de fonds et d'énergie sont actuellement consacrés à l'instruction des miliciens.

Tant que l'on n'aura pas réglé définitivement le problème de la professionnalisation des forces armées, on laissera également subsister la discrimination réelle entre ceux qui doivent effectuer leur service militaire et ceux qui y échappent. Faute de moyens de fonctionnement suffisants, il ne sera également pas possible de remédier à l'ennui qui envahit les jeunes pendant la durée de leur service militaire.

En tout état de cause, l'intervenant demande au nom de son groupe que la décision de réduire la durée de service soit prise le plus rapidement possible et qu'elle ne soit pas décidée à un moment où les échéances électorales sont proches. Il serait opportun d'accorder cette réduction aux miliciens de la levée 1991, puisque ceux-ci ne sont pas encore sous les armes.

En conclusion, le membre envisage quelques questions d'ordre plus pratique :

— La suppression du cadre temporaire a été annoncée pour la fin de cette année. Cette mesure concerne 12 500 militaires. 2 500 parmi les plus anciens pourront bénéficier d'allocations de chômage.

Ce cadre temporaire sera remplacé par un statut pour les candidats militaires du cadre actif. Au moment où l'on approche de la fin de l'année, qu'en est-il exactement ?

— Où en est le nouveau système de promotion annoncé pour les volontaires de carrière ?

— Il n'y a pas de rappels prévus en 1991. Cette mesure sera-t-elle reconduite en 1992 ? Comme annoncé, les futurs rappelés bénéficieront-ils effectivement de la même rémunération que le cadre de carrière ?

— Il a également été fait état de l'élaboration d'un nouveau plan pour le personnel. Celui-ci ferait l'objet de discussion avec les organisations syndicales. Où en sont ces négociations ? Quel est le contenu de ce plan ?

— Il y a quelque temps, il avait été procédé à un bilan de l'état physique des miliciens. Ce bilan était particulièrement saisissant. Le Ministre avait annoncé alors une intensification de la pratique du sport à l'armée, la création d'une Commission de la condition physique, le recrutement de moniteurs sportifs et la mise à la disposition des militaires d'infrastructures sportives civiles. Qu'advient-il de ces intentions ?

— 3 200 miliciens effectuent leur service auprès du Service Médical. Que font ces miliciens ?

— Il a été annoncé que des miliciens travaillent auprès du SDRA. Il semblerait d'ailleurs que certains d'entre-eux en savent plus long que le Ministre concerné. Ces renseignements sont-ils exacts ?

Men moet zich tevens afvragen wat een beroepsleger kost vergeleken bij het huidige leger. Een beroepsleger vereist een betere bezoldiging van het resterende personeel, ook al mag niet uit het oog worden verloren dat nu al veel geld en energie worden besteed aan de opleiding van de dienstplichtigen.

Zolang het probleem van de professionalisering van de strijdkrachten niet definitief is geregeld, zal de discriminatie tussen degenen die hun legerdienst moeten vervullen en degenen die daaraan ontkomen onverkort blijven bestaan. Bij gebrek aan voldoende werkingsmiddelen zal het al evenmin mogelijk zijn de verveling weg te nemen waarmee jongeren tijdens hun legerdienst te kampen hebben.

Namens zijn fractie vraagt spreker dat het besluit om de dienstplicht in te korten er zo spoedig mogelijk komt en niet aan de vooravond van de verkiezingen. Het ware raadzaam die vermindering al toe te staan aan de dienstplichtigen van de lichte 1991, aangezien zij nog niet onder de wapens zijn.

Tot besluit snijdt het lid enkele onderwerpen van meer praktische aard aan :

— Er wordt gezegd dat het tijdelijk kader tegen eind dit jaar afgeschaft wordt. Die maatregel heeft betrekking op 12 500 militairen en van degenen met de grootste anciënniteit zullen er 2 500 werkloosheidsvergoedingen kunnen genieten.

Dat tijdelijk kader zal worden vervangen door een statuut voor de kandidaat-militairen van het actief kader. Hoeveel staat het daarmee nu het einde van het jaar nadert ?

— Quid met de voor de beroepsvrijwilligers aangekondigde nieuwe promotieregeling ?

— Er worden in 1991 geen wederoproeping verwacht. Zal die maatregel in 1992 worden verlengd ? Zullen de toekomstige wederopgeroepen, zoals beloofd, wel degelijk dezelfde bezoldiging ontvangen als de beroepsvrijwilligers ?

— Er werd ook gewag gemaakt van de uitwerking van een nieuw personeelsplan en daarover zouden besprekingen worden gevoerd met de vakbondsorganisaties. Hoeveel staat het met die onderhandelingen ? Wat is de inhoud van dat plan ?

— Enige tijd geleden werd een balans opgemaakt van de fysieke conditie van de dienstplichtigen en die balans was onthutsend. De Minister had toen aangekondigd dat er bij het leger meer aan sport zou worden gedaan. Tevens had hij de oprichting van een Commissie voor de lichamelijke conditie en de aanwerving van trainers toegezegd en aangekondigd dat de militairen gebruik zouden kunnen maken van de civiele sportinfrastructuur. Wat is er van die plannen terechtgekomen ?

— 3 200 dienstplichtigen werken bij de Medische Dienst. Wat doen zij daar ?

— Er werd beweerd dat dienstplichtigen voor de SDRA werken. Het schijnt trouwens dat sommigen onder hen meer van die dienst afweten dan de betrokken Minister. Zijn die inlichtingen juist ?

— Quel est le coût des opérations militaires au Rwanda et dans le Golfe ? D'autres départements interviendront-ils également pour financer une partie de ces coûts ?

*
* *

Un membre souhaite se limiter aux deux questions suivantes :

a) Le nombre de miliciens sera de 37 036 en janvier 1991. 400 d'entre-eux seront affectés à la Gendarmerie.

Est-il possible d'obtenir un bilan qualitatif et statistique de l'affectation de miliciens à la Gendarmerie depuis 1987 ?

b) Où en est la préparation des arrêtés d'application du statut syndical pour les Forces armées ?

*
* *

L'orateur suivant déclare s'associer à une partie des remarques formulées par les intervenants précédents.

Il estime que dans les toutes prochaines années, il sera cependant difficile de réaliser des économies en matière de défense, dans la mesure où il faudra adapter la structure de l'appareil militaire et ce également dans le contexte international. Il convient donc de s'interroger dès à présent sur les possibilités de rationalisation et de combattre les doubles emplois et les chevauchements. Cette remarque vaut d'ailleurs également pour les autres départements, tout comme pour les organismes internationaux auxquels notre pays collabore. Peut-être serait-il indiqué que le Ministre de la Défense nationale propose au sein du Gouvernement d'entamer un tel processus de rationalisation.

Dans ce contexte, il est opportun d'envisager non seulement des opérations quantitatives mais surtout des opérations qualitatives, qui ont des répercussions directes pour le personnel. La valeur et la crédibilité de l'appareil de défense dépendent, en effet, dans une très large mesure du personnel qui est chargé de le mettre en œuvre. A ce niveau, une attention toute particulière doit être accordée à la formation, à la mobilité et à une meilleure rémunération des prestations.

A ce propos, le membre fait observer que 72 pilotes de la Force aérienne se sont inscrits pour suivre les cours de l'aviation civile. Si ceux-ci venaient à quitter les forces armées, cela signifierait que, dans moins d'une année, nous disposerions encore tout au plus de 100 pilotes opérationnels. Il faut donc de toute urgence décider l'équivalence des brevets et la revalorisation des primes de vol.

Des problèmes similaires se posent également pour l'Aviation légère. Un brevet supérieur existe certes sur papier mais il ne correspond à rien au niveau des

— Hoeveel kosten de militaire operaties in Rwanda en in de Golf ? Zullen ook andere departementen in de financiering van een deel van die kosten bijdragen ?

*
* *

Een lid wenst zich tot de volgende twee vragen te beperken :

a) In januari 1991 zullen er 37 036 dienstplichtigen zijn van wie 400 ingedeeld worden bij de Rijkswacht.

Is het mogelijk inzage te krijgen van een kwalitatieve en statistische balans van de indeling van dienstplichtigen bij de Rijkswacht seder 1987 ?

b) Hoever staat het met de voorbereiding van de toepassingsbesluiten voor het vakbondsstatuut van de Krijgsmacht ?

*
* *

De volgende spreker zegt dat hij zich bij een deel van de opmerkingen van de vorige sprekers kan aansluiten.

Bezuinigingen op defensie worden volgens hem in de komende jaren echter problematisch omdat herstructureringen van het militaire apparaat gewenst zijn, ook op internationaal vlak. Nu al moet men afwegen waar rationalisaties mogelijk zijn en welke overlappingsen weggewerkt kunnen worden. Overigens geldt die opmerking ook voor de overige departementen en de internationale instellingen waarvan ons land lid is. Het ware wellicht aangewezen dat de Minister van Landsverdediging aan de Regering voorstelt met dergelijke rationalisaties van wal te steken.

In dat verband kunnen naast kwantitatieve ingrepen vooral kwalitatieve initiatieven, die onmiddellijke gevolgen hebben voor het personeelsbestand, hun nut bewijzen. De sterkte en de geloofwaardigheid van een defensieapparaat zijn immers zeer nauw verbonden met de mensen die voor de praktische uitvoering verantwoordelijk zijn. Zo moet bijzondere aandacht worden besteed aan de opleiding, de mobiliteit en een betere vergoeding van de prestaties.

In dat verband wijst het lid erop dat 72 piloten van de Luchtmacht zich voor cursussen burgerluchtvaart hebben ingeschreven. Indien zij uit het leger ontslag nemen, betekent zulks dat wij over een jaar nog over hooguit 100 gevechtssklare piloten beschikken. Van de gelijkwaardigheid van de brevetten en een opwaardering van de vliegprijs moet dus heel dringend werk worden gemaakt.

Bij het Licht vliegwezen doen zich gelijkaardige problemen voor. Op papier bestaat er weliswaar een hoger brevet, maar dat vindt men bij gebrek aan

rémunérations, faute d'arrêtés d'exécution. Pourtant, il a été décidé d'acquérir 46 « Agusta », pour lesquels il faudra de véritables spécialistes. Avec la rémunération qui est actuellement la leur, sera-t-il possible de garder ces pilotes très qualifiés pour remplir une telle mission ? Des mesures urgentes s'imposent donc également par l'Aviation légère.

L'intervenant estime aussi qu'il faudra reconsidérer la problématique de la durée du service militaire, peut-être même déjà pour la levée de 1991. Il est intéressant, dans cette perspective, d'examiner déjà dans quelle mesure il est possible d'en arriver à une armée de métier, puisque tôt ou tard il faudra trancher.

Certes, on a généralement considéré qu'une armée qui comprenait des miliciens offrait de meilleures garanties d'un point de vue démocratique. Il faut désormais pour le moins nuancer cet avis puisque force est de constater que plusieurs pays qui ont opté pour une armée de métier sont tout aussi démocratiques que le nôtre.

En conclusion, le membre demande que la publication du nouveau plan du Chef d'Etat-Major général sur la restructuration des forces armées serve de base à une discussion approfondie à propos des mesures de rationalisation, du nouveau concept de défense et de leurs répercussions sur le cadre, la politique d'investissements et le service militaire.

*
* *

Le Rapporteur rappelle qu'à plusieurs reprises, à l'occasion de la discussion du contingent, il est intervenu pour dénoncer l'inégalité qui existe entre les hommes et les femmes face au service militaire — ou à un service civil de durée équivalente, au bénéfice de la collectivité. Il ne comprend pas que plus de la moitié des Belges échappe ainsi à un devoir civique.

L'orateur se déclare inquiet face à une éventuelle professionnalisation totale de l'armée. A son avis, il est important que tout citoyen consacre un moment de sa vie à l'intérêt de la collectivité. De plus, une armée essentiellement professionnelle pourrait amener un état d'esprit dangereux qui pourrait dans certains cas porter atteinte à la démocratie.

*
* *

Un membre se demande, même si le sujet a déjà été abordé à plusieurs reprises au cours des discussions précédentes, comment on en arrive à déterminer le nombre de fonctions/troupe. Jusqu'à présent, pour justifier ce nombre, il a toujours été fait référence à des accords conclus à ce sujet au sein de l'OTAN.

Le Ministre a déclaré qu'il n'était pas possible de considérer le problème du contingent isolément des décisions prises par les autres membres de l'Alliance et des résultats de l'accord CFE I et du futur accord CFE II et des conséquences au niveau de la réduction des troupes et du matériel.

uitvoeringsbesluiten niet terug in de vergoeding. Nochtans is besloten 46 « Agusta »-toestellen aan te kopen, wat de aanwezigheid van echte specialisten vereist. Kan men dergelijke, voor die opdracht heel goed gekwalificeerde, piloten behouden met de vergoeding die ze thans krijgen ? Ook bij het Licht vliegwezen zijn dringende maatregelen noodzakelijk.

Voorts meent spreker dat het probleem van de duur van de legerdienst opnieuw aan bod moet komen, misschien al voor de lichte 1991. In dat verband is het interessant na te gaan hoe men tot een beroepsleger kan komen; vroeg of laat moet er toch een beslissing vallen.

Over het algemeen wordt weliswaar aangenomen dat een leger met dienstplichtigen een betere waarborg voor de democratie vormt. Dat standpunt moet voortaan op zijn minst genuanceerd worden aangezien tal van landen die voor een beroepsleger hebben gekozen, even democratisch zijn als België.

Afrondend vraagt het lid dat de publikatie van het nieuwe plan van de Chef van de Generale Staf over de herstructurering van de Strijdkrachten de basis vormt voor een grondige bespreking van de rationalisatiemaatregelen, het nieuwe defensieconcept en de weerslag ervan op de omkadering, het investeringsbeleid en de dienstplicht.

*
* *

De rapporteur herinnert eraan dat hij tijdens de bespreking van de legersterkte meermaals heeft gewezen op de ongelijkheid tussen mannen en vrouwen inzake legerdienst of inzake een burgerdienst met een zelfde duur ten dienste van de gemeenschap. Hij begrijpt niet dat meer dan de helft van de Belgen aldus aan een burgerlijke dienst ontkomt.

Spreker is verontrust door een mogelijke volledige professionalisering van het leger. Hij vindt het belangrijk dat elke burger een periode van zijn leven ten bate van de gemeenschap werkt. Overigens kan in een leger dat voor het merendeel uit beroepsmilitairen bestaat een gevaarlijke mentaliteit tot stand komen waardoor de democratie in sommige gevallen in gevaar komt.

*
* *

Ofschoon dit aspect tijdens de voorbije besprekingen al meermaals aan bod is gekomen, vraagt *een lid* zich af hoe het aantal functies op niveau « troep » wordt bepaald. Om dat aantal te verantwoorden, werd tot op heden steeds verwezen naar akkoorden die in dat verband bij de NAVO zijn gesloten.

De Minister heeft verklaard dat het probleem van de legersterkte onmogelijk is los te koppelen van de beslissingen die de andere leden van het Bondgenootschap hebben genomen, en evenmin van de gevolgen die de CFE I en de toekomstige CFE II hebben voor de vermindering in mensen en materieel.

Certains de nos pays voisins semblent pourtant faire preuve de moins de scrupules à ce sujet, puisque sans concertation préalable au sein de l'OTAN, ils ont décidé de prendre des mesures unilatérales allant même au-delà de ce qui est attendu dans le cadre des négociations CFE II. Il est particulièrement intéressant d'examiner quelles seraient les répercussions de mesures similaires sur notre contingent.

Ainsi, il est acquis que l'armée allemande ne comprendra très prochainement plus que 370 000 hommes, personnel civil non compris. Toutes proportions gardées, cela représenterait 70 000 hommes pour la Belgique, personnel civil compris.

En Grande-Bretagne, une diminution de 57 000 militaires et de 20 000 civils a été annoncée sur un total de 452 000 hommes. Si on appliquait ici aussi cette réduction aux effectifs belges, cela signifierait à terme que nos forces armées ne compteraient plus que 65 000 hommes par rapport aux 93 866 dont elles disposent actuellement.

Une comparaison analogue avec les Pays-Bas se révèle encore plus réaliste. Nos voisins ont annoncé une réduction des effectifs de l'ordre de 15 %. Cette réduction sera établie sur cinq années et amènera ces effectifs militaires de 104 200 à 88 000 hommes. Chez nous, une telle diminution amènerait les forces armées à 70 000 hommes, civils compris.

Selon l'intervenant, ces comparaisons indiquent qu'il faudra aller bien au-delà des réductions limitées qu'entraînent les accords de désarmement. Dans ce contexte, le débat sur le service militaire acquiert une toute autre dimension sociale. Celui-ci se présente d'ailleurs très différemment par rapport à ces dernières années.

Ainsi, la réduction des effectifs doit permettre de mettre fin à une sérieuse discrimination qui frappe ceux qui font leur service militaire par rapport à ceux qui en sont dispensés. A un moment où l'accès au premier emploi est devenu beaucoup plus rapide, les jeunes appelés ressentent beaucoup plus fortement cette « injustice », puisqu'ils perdent une année de carrière par rapport à certains privilégiés.

A un moment où l'on s'interroge sur l'avenir et la forme de nos forces armées, il convient d'examiner quelle sera la place et la fonction des miliciens dans cette armée. Il faudra à un moment répondre franchement à cette question, sans se réfugier derrière des considérations idéologiques dénonçant le danger pour la démocratie que représenterait la constitution d'une armée de métier. Il ne faut d'ailleurs pas nécessairement adopter une solution aussi tranchée; il existe également des voies intermédiaires, valorisant, par exemple, le rôle des troupes de réserve.

En effet, contrairement à ce que d'aucuns affirment, la suppression du service militaire ne signifierait pas la disparition des troupes de réserve. Il est possible, à

Sommige buurlanden lijken in dat verband evenwel minder scrupules te hebben. Zonder voorafgaand overleg binnen de NAVO hebben ze besloten eenzijdige maatregelen te nemen, die zelfs verder gaan dan wat men in het raam van de CFE II-onderhandelingen mag verwachten. Het zou bijzonder interessant zijn na te gaan welke gevolgen dergelijke maatregelen op onze legersterkte kunnen hebben.

Het staat bijvoorbeeld nu al vast dat het Duitse leger weldra nog amper 370 000 manschappen zal tellen, burgerpersoneel niet inbegrepen. Alle verhoudingen in acht genomen zou dat voor België een leger van 70 000 manschappen betekenen, burgerpersoneel niet inbegrepen.

In Groot-Brittannië is op een legersterkte van in totaal 452 000 manschappen een vermindering met 57 000 militairen en 20 000 burgers aangekondigd. Indien die vermindering ook op de Belgische legersterkte wordt toegepast, betekent zulks dat onze strijdkrachten op termijn nog amper 65 000 manschappen zouden tellen, tegenover de huidige formatie die 93 866 manschappen telt.

Een analoge vergelijking met Nederland sluit nog beter aan op de realiteit in België. Ons buurland heeft een vermindering met zowat 15 % van de strijdkrachten aangekondigd. Die vermindering wordt over 5 jaar gespreid en zal het aantal militairen van 104 200 tot 88 000 manschappen terugbrengen. Een evenredige vermindering zou onze strijdkrachten tot 70 000 manschappen terugbrengen, burgerpersoneel inbegrepen.

Volgens spreker tonen die vergelijkingen aan dat de beperkte verminderingen die de ontwapeningsakkoorden meebrengen, onvoldoende zijn. In dat verband krijgt het debat over de legerdienst een totaal andere sociale dimensie; dat debat komt overigens in vergelijking met de afgelopen jaren in een totaal licht te staan.

Met de vermindering van het aantal militairen moet een einde worden gemaakt aan een ernstige discriminatie tussen diegenen die hun legerdienst vervullen en zij die vrijgesteld worden. De jonge dienstplichtigen zijn thans veel gevoeliger voor die « onrechtvaardigheid » omdat zij, nu ze veel sneller in een eerste betrekking aan de slag kunnen, in vergelijking met sommige geprivilegieerden een jaar van hun carrière verliezen.

Ook de plaats en de functie van de dienstplichtigen in dat leger moeten ter sprake komen op een ogenblik dat de toekomst en de vorm van onze strijdkrachten aan de orde zijn. Die kwestie moet een ondubbelzinnige oplossing krijgen : men mag zich met andere woorden niet verschuilen achter ideologische beschouwingen als zou de oprichting van een beroepsleger een gevaar betekenen voor de democratie. Overigens hoeft een dergelijke radicale oplossing niet; er bestaan ook tussenoplossingen waarin de taak van de reserve-eenheden bijvoorbeeld geherwaardeerd wordt.

In tegenstelling tot wat sommigen beweren, veroorzaakt de afschaffing van de dienstplicht immers niet de opheffing van de reserve-eenheden. Net als bij som-

l'instar de ce que font déjà certains de nos alliés, de prévoir l'instauration pour les volontaires d'une instruction rémunérée, suivie alors d'une série de rappels réguliers. Cette solution permet de rencontrer certaines objections exprimées à ce sujet.

Aux Pays-Bas, la réflexion sur l'instauration d'une armée plus professionnelle a également été entamée. En mai 1990, le « Nederlands Instituut voor Internationale Betrekkingen Clingendael » a publié une étude intéressante à ce propos : Dienstplicht : afschaffen of uitbreiden ? (Service militaire : suppression ou extension ?). Cette étude présente des données très intéressantes et énumère les arguments pour et contre chacune des thèses.

Dans « Défense nationale », on retrouve également une étude très détaillée du général Leborgne à propos de l'instauration d'une armée de métier en France.

Quoi qu'il en soit, il est hors de question de transformer du jour au lendemain l'armée actuelle en armée de métier. Il faut cependant saisir les opportunités qui s'offrent dès à présent pour entamer le débat et tracer les grandes lignes de cette future évolution. Toutefois, l'orateur fait d'ores et déjà valoir que l'argument selon lequel il faudra toujours des miliciens pour occuper les fonctions banalisées ne lui paraît guère pertinent.

En conclusion, l'intervenant voudrait savoir si la tendance, observée l'an dernier, de voir le nombre de miliciens déclarés inaptes après leur entrée en service croître de façon continue, se vérifie encore.

Il constate également que malgré l'absence de rappels en 1991, l'annexe c) du projet de loi (Doc. n° 1354/1 - p. 7) indique une moyenne de rappelés de 2 785 hommes par mois. Quelle en est la raison ?

*
* *

Un membre rappelle que des discussions homériques ont précédé la décision finale d'affecter 400 miliciens à la Gendarmerie dès 1987. Ceux qui ont dénoncé jadis une telle décision semblent accepter désormais facilement un semblable état de fait. Quelle est la raison de ce revirement soudain ?

*
* *

Réponses du Ministre

Le Ministre précise qu'il répondra aux questions relatives à l'affaire « Gladio » et au SDRA 8 dans le cadre des interpellations qui lui ont été adressées à ce sujet. Pour ce qui concerne la restructuration des Forces armées, il ajoute qu'il viendra très prochainement présenter au Parlement les résultats de l'étude réalisée à ce sujet par le Chef d'Etat-Major général, après avoir consulté préalablement le Gouvernement.

mige bondgenoten is het immers ook bij ons mogelijk een betaalde opleiding voor vrijwilligers, op geregelde tijdstippen gevolgd door een reeks oproepingen, in te voeren. Die oplossing komt aan sommige opmerkingen in dat verband tegemoet.

Ook in Nederland werd het debat over de invoering van een leger dat meer uit beroepsmilitairen zou bestaan, aangevat. Het « Nederlands Instituut voor Internationale Betrekkingen Clingendael » heeft in mei 1990 in dat verband een boeiende studie gepubliceerd : « Dienstplicht : afschaffen of uitbreiden ? ». Die studie bevat zeer interessante gegevens en somt voor elke van de theses de argumenten pro en contra op.

Er bestaat eveneens een zeer omstandige studie van generaal Leborgne over de invoering van een beroepsleger in Frankrijk (verschenen in « Défense Nationale »).

Het is hoe dan ook uitgesloten ons leger van de ene dag op de andere in een beroepsleger te veranderen. Toch moet gebruik worden gemaakt van de voortaan geboden mogelijkheden om het debat aan te vatten en de hoofdcontouren van die toekomstige ontwikkeling te schetsen. Spreker merkt nu al op dat het argument als zouden er voor de gewone taken steeds dienstplichtigen nodig zijn, hem helemaal niet kan overtuigen.

Tot slot wenst spreker te weten of de trend doorzet die vorig jaar werd genoteerd en waarbij het aantal dienstplichtigen die na het begin van hun legerdienst ongeschikt werden verklaard, toenam.

Hij stelt eveneens vast dat ondanks het uitblijven in 1991 van wederoproepingen, bijlage c) van het wetsontwerp (Stuk n° 1354/1, blz. 7) aantoont dat er maandelijks gemiddeld 2 785 wederopgeroepen zijn. Hoe komt dat ?

*
* *

Een lid herinnert eraan dat homerische discussies vooraf zijn gegaan aan de uiteindelijke beslissing om 400 dienstplichtigen vanaf 1987 aan de Rijkswacht toe te wijzen. De mensen die destijds verzet aantekenden tegen die beslissing lijken voortaan een gelijkaardig feit zonder moeite te slikken. Hoe moet men die plotse ommekeer verklaren ?

*
* *

Antwoorden van de Minister

De Minister deelt mee dat hij op de vragen over de zaak « Gladio » en SDRA-8 zal antwoorden bij de behandeling van de interpellaties die hem in dat verband hebben bereikt. Inzake de herstructurering van de Strijdkrachten voegt hij daaraan toe dat hij zeer binnenkort aan het Parlement de resultaten zal voorleggen van de studie die ter zake is verricht door de Chef van de Generale Staf. Hij wil evenwel eerst de Regering daarover raadplegen.

Disposition des troupes

La disposition des troupes sur le théâtre européen est actuellement en discussion au sein du SHAPE. Le résultat de ces discussions déterminera demain le positionnement des troupes belges, notamment dans le cadre multinational, qui sera d'ailleurs sans aucun doute renforcé.

Comparaisons de pays à pays

De telles comparaisons se révèlent parfois dangereuses. Il faut, en effet, voir la volonté politique qui sous-tend l'effort consacré aux forces armées. Ainsi, l'effort de la France et de la Grande-Bretagne ne peut être comparé en rien à celui qui est fourni par un petit pays comme le nôtre.

Il faut également tenir compte des spécificités de chacun. Pour la Belgique, celles-ci consistent notamment à stationner près d'un tiers des troupes à l'extérieur de ses frontières.

Le Ministre indique également que, hormis l'Allemagne, aucun autre pays de l'Alliance n'a mené une restructuration aussi profonde que celle découlant de la mise en œuvre du plan Charlier. En ce qui concerne le personnel, une diminution de l'ordre de 15 % des effectifs de carrière aura été réalisée pour la fin 1991. Peu de pays peuvent se prévaloir d'avoir fourni un effort comparable.

Contexte politique de la restructuration à venir

L'Union Soviétique connaît pour l'instant une situation très instable. La situation économique, sociale et politique y est dramatique. Certaines déclarations provenant des milieux militaires ne sont également guère rassurantes. Il va dès lors de soi que la prudence sera encore de mise demain. Pour le reste, le Ministre prend acte des positions de chacun.

Politique de l'OTAN hors des frontières

Des tentatives ont effectivement existé ces derniers temps. Ainsi, l'intention avait été manifestée de faire escale dans un port égyptien, donc en-dehors de la zone de l'Alliance. Notre pays fait preuve d'une extrême vigilance, qui a finalement abouti à ce que cette escale soit supprimée.

Cette vigilance doit cependant être maintenue car si l'on n'y prend pas garde, d'un fait à un autre, on sera amené devant une politique du « fait accompli », qu'il faudra ensuite régulariser par une théorie. Il s'agit là d'une politique que la Belgique ne peut pas suivre.

Opstelling van de troepen

Momenteel wordt de opstelling van de troepen op het Europese strijdtoneel besproken binnen de SHAPE. Van het resultaat van die besprekingen zal afhangen hoe morgen de Belgische troepen zullen worden opgesteld, onder meer in multinationaal verband; het lijkt vrijwel geen twijfel dat die multinationale samenwerking wordt versterkt.

Vergelijkingen van land tot land

Dat type van vergelijkingen kan soms gevaarlijk zijn. Men moet namelijk de politieke wil bekijken die ten grondslag moet liggen van de inspanning die door de strijdkrachten wordt geleverd. Zo kan de inspanning van Frankrijk en Groot-Brittannië hoegenaamd niet worden vergeleken met die welke door een klein land als het onze wordt geleverd.

Ook moet rekening worden gehouden met de specificiteit van elk. België bijvoorbeeld stationeert ongeveer een derde van de troepen buiten zijn grenzen.

Voorts wijst de Minister erop dat buiten Duitsland geen ander land binnen het Bondgenootschap een zo diepgaande herstructurering heeft opgezet als die welke uit de tenuitvoerlegging van het plan-Charlier is voortgevloeid. Wat de manschappen betreft, zal het aantal beroepsmilitairen tegen eind 1991 met ongeveer 15 % zijn ingekrompen. Maar weinig landen kunnen er prat op gaan dat ze zo'n inspanning hebben geleverd.

Politieke context van de komende herstructurering

De Sovjetunie bevindt zich momenteel in een erg wankelende situatie. De economische, sociale en politieke toestand is er ronduit rampzalig. Bepaalde verklaringen van militaire kringen zijn al evenmin erg geruststellend. Behoedzaamheid is daarom ook in de toekomst nog geboden. Voor het overige neemt de Minister akte van de standpunten van een ieder.

NAVO-beleid buiten de grenzen

De jongste tijd heeft de verleiding om buiten de grenzen te opereren inderdaad af en toe de kop opgestoken. Zo is er het voornemen geweest om in een Egyptische haven aan te leggen, dus buiten de Bondgenootschappelijke zone. Ons land heeft blijk gegeven van een grote waakzaamheid, wat er uiteindelijk toe heeft geleid dat van die tussenhaven is afgezien.

Die waakzaamheid mag evenwel geen ogenblik verslappen, want zo men niet oplet, heeft men van het ene feit op het andere te maken met een politiek van « het voldongen feit », die dan achteraf door een theorie moet worden rechtgetrokken. Dat is een beleid dat België niet mag huldigen.

Opération « Night Camel »

Cette opération américaine n'engage en rien notre pays. Cette action éventuelle ne concerne ni notre frégate, ni notre flotille de déminage, engagées dans le cadre de l'embargo décrété par les Nations-Unies.

Dans ce contexte, le Ministre déclare qu'il a reçu 441 millions de francs de crédits supplémentaires pour le financement des opérations au Rwanda et dans le Golfe en 1990.

Diminution du nombre d'avions de combat

Lors du démantèlement d'une partie de la flotille des Mirage, ce nombre passera à 120. Cette décision sera probablement prise l'année prochaine, bien que la date n'en ait pas encore été fixée officiellement. Il n'y a toutefois aucune raison de reporter cette décision dans le temps.

Mise en application du statut syndical

L'arrêté royal d'exécution a été envoyé à l'Etat-Major général pour adaptation. Dès le retour de ce dossier, il sera soumis aux organisations syndicales, avant d'être transmis au Conseil d'Etat.

Le Ministre réaffirme sa volonté d'appliquer enfin cette loi syndicale.

Affectation des miliciens au Service Médical

Tous les miliciens qui, au sein des différentes unités exercent des fonctions dans les détachements médicaux, sont repris dans le chiffre cité. Cette situation explique le nombre important de miliciens repris dans le Service médical.

Cadre temporaire — Problèmes de personnel

Le projet de loi portant statut des candidats militaires du cadre actif (Doc. Sénat n° 1058/1) est actuellement examiné au sein de la Commission de la Défense du Sénat. L'objectif fixé pour la mise en œuvre de ce nouveau statut reste le 1^{er} janvier 1991, faute de quoi il faudra agir avec rétroactivité, ce qui n'est jamais souhaitable.

Si la date prévue n'est pas atteinte, les conséquences seront néfastes pour certains temporaires qui ne pourront pas bénéficier du nouveau système (être maintenu dans le cadre). Cela signifierait pour eux une perte d'emploi et de statut. Leur départ devrait alors être envisagé dans les conditions actuelles, que tout le monde reconnaît comme étant injustes et associiales.

Operatie « Night Camel »

Ons land is niet in die Amerikaanse operatie verwikkeld. Bij die actie zullen noch ons fregat, noch ons mijnenbestrijdingsflotielje — die optreden ter handhaving van het door de Verenigde Naties afgekondigde embargo — betrokken worden.

In dat verband verklaart de Minister dat hij 441 miljoen frank bijkredieten heeft ontvangen om voor 1990 de operaties in de Golf en Rwanda te financieren.

Vermindering van het aantal gevechtsvliegtuigen

Wanneer het eskader Mirage-gevechtsvliegtuigen gedeeltelijk ontmanteld zal zijn, blijven er nog 120 van die toestellen over. Er zal daarover waarschijnlijk volgend jaar een beslissing worden genomen, maar er is nog geen officiële datum vastgesteld. Er bestaat echter niet de minste reden om die beslissing op de lange baan te schuiven.

Toepassing van het vakbondsstatuut

Het koninklijk uitvoeringsbesluit werd voor aanpassing aan de Generale Staf overgezonden. Zodra dat dossier terugkomt, wordt het eerst aan de vakbondsorganisaties en vervolgens aan de Raad van State voorgelegd.

De Minister bevestigt andermaal dat hij vastbesloten is die vakbondswet eindelijk te doen toepassen.

Indeling van dienstplichtigen bij de Geneeskundige Dienst

Het geciteerde cijfer slaat op alle dienstplichtigen die in de diverse eenheden vervullen in de medische detachementen, wat verklaart waarom er zoveel miliciens bij de Medische Dienst werkzaam zijn.

Tijdelijk kader — Personeelsproblematiek

Het wetsontwerp houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader (Stuk Senaat n° 1058/1) wordt thans in de Senaatscommissie voor de Landsverdediging behandeld. Als streefdatum voor de toepassing van het nieuwe statuut wordt 1 januari 1991 gesteld; mocht het later worden, dan moet het statuut met terugwerkende kracht worden toegepast, wat nooit wenselijk is.

Als men de gestelde datum niet haalt, zal dat nadelige gevolgen hebben voor sommige tijdelijken die de voordelen van de nieuwe regeling (met name in het kader blijven) niet zullen kunnen krijgen. Voor hen zou dat betekenen dat ze hun baan en rechtspositie verliezen. Hun vertrek zou dan moeten worden bekeken tegen de achtergrond van de huidige omstandigheden, waarvan iedereen toegeeft dat ze onrechtvaardig en asociaal zijn.

Le projet prévoit une nouvelle forme de recrutement de volontaires, mais pas un nouveau système de promotion.

L'Etat-Major général travaille actuellement aussi à une révision globale des statuts du personnel, qui fait l'objet de contacts réguliers avec les syndicats.

Rappels

Au cours des rappels, les officiers de réserve sont payés comme ceux de carrière. Les sous-officiers de réserve vont bénéficier d'un système identique, dès que celui-ci aura passé la cap du contrôle administratif et budgétaire.

En ce qui concerne la troupe, dans la mesure où il y aurait encore des rappels pour celle-ci, le système actuel (solde + supplément) sera modifié après exécution du projet de loi relatif au cadre de réserve, actuellement en cours d'élaboration. Il ira dans le même sens que celui en vigueur pour des officiers et sous-officiers.

Le Ministre confirme qu'il n'y aura pas de rappels de troupe en 1991.

Le nombre de 2 785 hommes cité par un des intervenants concerne des rappels de sous-officiers et d'officiers.

Pilotes d'avions de combat

Cette question est effectivement très préoccupante. Le dossier de revalorisation est passé à la Commission consultative du personnel militaire et doit être soumis au contrôle administratif et budgétaire. Les contacts déjà pris avec l'Inspection des Finances indiquent cependant que la partie ne sera pas facile et prendra du temps.

Le dossier des pilotes de l'Aviation légère est réglé. L'arrêté royal octroyant le brevet supérieur vient d'être signé avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1988.

Hélicoptères « Agusta »

L'acquisition de ces hélicoptères de combat demeure indispensable pour le Force terrestre. Le programme garde toute sa valeur, puisqu'il permet une mise en œuvre flexible d'une partie des moyens de cette Force.

Les 46 hélicoptères, tant dans la version « anti-chars » que dans la version « transport », se justifient pleinement.

Casernes

Dans la mesure du possible, tenant compte notamment du nombre de militaires à retirer d'Allemagne,

Het ontwerp voorziet in een nieuwe recruiteringsvorm voor vrijwilligers, maar niet in een nieuwe promotieregeling.

De Generale Staf werkt momenteel ook aan een algemene herziening van het personeelsstatuut en heeft hiervoor geregeld contact met de vakbondsorganisaties.

Wederoproeping

Wederopgeroepen reserveofficiëren verdienen evenveel als hun collega's beroepsmilitairen. De reserveonderofficiëren zullen in de toekomst precies van dezelfde voordelen kunnen genieten, maar eer het zover is moet nog de kaap van de administratieve en budgettaire controle worden genomen.

Wat de gewone soldaten betreft — en voor zover die nog wederopgeroepen kunnen worden — zal de huidige regeling (soldij + toeslag) gewijzigd worden na uitvoering van het wetsontwerp betreffende het reservekader, waaraan thans de laatste hand wordt gelegd. De nieuwe regeling zal grosso modo dezelfde zijn als die welke voor de officieren en onderofficiëren geldt.

De Minister geeft de verzekering dat er in 1991 geen dienstplichtigen wederopgeroepen zullen worden.

Het door een lid geciteerde aantal van 2 785 manschappen betreft uitsluitend wederoproeping van officieren en onderofficiëren.

Piloten van gevechtsvliegtuigen

Het gaat hier inderdaad om een uiterst zorgwekkend probleem. Het revalorisatiedossier is door de Commissie van advies voor het militaire personeel behandeld en moet nu aan de administratieve en budgettaire controle worden onderworpen. Uit contacten met de Inspectie van Financiën is evenwel gebleken dat die operatie niet van een leien dakje zal lopen en tijdrovend zal zijn.

Het dossier van de piloten van het Licht vliegwezen is afgehandeld. Het koninklijk besluit tot toekenning van het hoger brevet werd zojuist met terugwerkende kracht tot 1 januari 1988 ondertekend.

« Agusta »-helikopters

De aankoop van die gevechtshelikopters blijft onontbeerlijk voor de landmacht. Het programma boet niets aan waarde in, aangezien een gedeelte van de middelen van de landmacht op die manier flexibel kan worden ingezet.

De aankoop van de 46 helikopters, zowel de « anti-tank » - als de transportversie, is dan ook ten volle gerechtvaardigd.

Kazernes

In de mate van het mogelijke, en meer bepaald rekening houdend met het aantal uit Duitsland terug-

la priorité ira à l'utilisation de l'infrastructure existante. Les surcoûts occasionnés devront être compatibles avec les limites budgétaires existantes.

Forces belges en Allemagne

La population allemande réagit depuis un certain temps contre cette présence. Plus on ira dans une perspective de paix, plus ce sentiment se renforcera.

Dans le cadre de l'Alliance, il faudra imaginer des unités beaucoup plus petites, stationnées dans un plus petit nombre d'endroits du territoire allemand. Dans ce type d'unités, la Belgique doit continuer à occuper une place importante, si elle tient à participer à la réflexion internationale à propos de la défense de demain. Une demande précise en ce sens a d'ailleurs été formulée par le Ministre allemand de la Défense.

Nombre d'officiers

Le nombre d'officiers généraux et supérieurs s'élève actuellement à 9 lieutenants généraux, 30 généraux-majors, 246 colonels, 518 lieutenants-colonels et 706 majors.

Un membre rappelle son intervention au sujet de la présence jadis contestée de miliciens au sein de la Gendarmerie.

Le Ministre indique que cette question se pose effectivement à l'occasion de la restructuration de la Gendarmerie. Il n'y a pas de décision prise à ce propos pour l'instant.

Le Ministre communique aussi le nombre de miliciens qui ont été affectés à la Gendarmerie : 157 en 1987, 200 en 1988, 335 en 1989 et 149 au premier semestre de 1990.

Il rappelle qu'il s'agit ici uniquement de miliciens qui ne sont pas COR ou CSOR.

Un autre intervenant rappelle que son groupe était uniquement opposé au fait que les miliciens puissent être chargés de toutes les missions assumées par la Gendarmerie. Certaines d'entre-elles doivent, en effet, être réservées spécifiquement au personnel de carrière. Ces dispositions ont été respectées scrupuleusement, même si des difficultés concrètes se présentent encore parfois, à d'autres niveaux, pour les miliciens.

III. — VOTES

Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés à l'unanimité moins une abstention.

Le Rapporteur,

S. DE RAET

Le Président,

Ch. POSWICK

kerende militairen, moet bij voorkeur de bestaande infrastructuur worden gebruikt. Extra kosten mogen alleen binnen de perken van de begroting worden gemaakt.

Belgische Strijdkrachten in Duitsland

Op hun aanwezigheid wordt door de Duitse bevolking sinds enige tijd negatief gereageerd. Het vooruitzicht op vrede zal die gevoelens alleen nog maar aanwakken.

In het kader van het Bondgenootschap moet worden gedacht aan veel kleinere eenheden, die in een geringer aantal plaatsen op het Duitse grondgebied worden gestationeerd. In dat soort eenheden moet België net als vroeger een belangrijke plaats innemen, indien het wil blijven deelnemen aan het internationale forum over de defensie van de toekomst. De Duitse Minister van Defensie heeft trouwens al een verzoek in die zin geformuleerd.

Aantal officieren

Het aantal opper- en hoofdofficiëren bedraagt momenteel 9 luitenant-generaals, 30 generaal-majors, 246 kolonels, 518 luitenant-kolonels en 706 majors.

Een lid herinnert aan zijn uiteenzetting over de indertijd betwiste aanwezigheid van dienstplichtigen bij de Rijkswacht.

De Minister merkt op dat die vraag met het oog op de herstructurering van de Rijkswacht inderdaad kan worden gesteld. Tot dusver is nog geen beslissing in dat verband genomen.

De Minister deelt ook het aantal dienstplichtigen mede dat effectief werd ingedeeld bij de Rijkswacht, namelijk 157 in 1987, 200 in 1988, 335 in 1989 en 149 in het eerste semester van 1990.

Hij wijst erop dat het hier uitsluitend gaat om dienstplichtigen die geen KRO of KROO zijn.

Een ander lid brengt in herinnering dat zijn fractie alleen gekant was tegen het feit dat de dienstplichtigen met alle taken van de Rijkswacht kunnen worden belast. Sommige van die taken mogen immers uitsluitend door het vaste personeel worden uitgevoerd. Die regeling wordt strikt nageleefd, ook al worden de dienstplichtigen op andere niveaus soms nog met concrete moeilijkheden geconfronteerd.

III. — STEMMINGEN

De afzonderlijke artikelen, alsmede het gehele ontwerp worden op één onthouding na eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

S. DE RAET

De Voorzitter,

Ch. POSWICK